ASSEMBLÉE NATIONALE

8 juin 2023

VISANT À FACILITER LA MISE EN OEUVRE DES OBJECTIFS DE « ZÉRO
ARTIFICIALISATION NETTE » AU COEUR DES TERRITOIRES - (N° 958)

Tombé

AMENDEMENT

N ° CE18

présenté par
M. Guy Bricout

ARTICLE 4

Compléter l'alinéa 9 par les mots :

« ainsi que les constructions et aménagements liés à ces projets ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Ce texte considère d'ampleur nationale ou européenne et d'intérêt général majeur les projets de création d'infrastructures ou d'équipements interrégionaux, nationaux ou européens. Cette proposition s'avère plus stricte que ce que la conférence des SCoT a demandé d'inclure dans le compte national. A titre d'exemple, il avait été défendu l'inscription du "Canal Seine Nord Europe" et de "l'ensemble des infrastructures, constructions, aménagements et installations directement connectées (quai, zone de transbordement, de stockage etc.). Aussi, la mention "d'infrastructures et d'équipements" risque d'être plus restrictive.

Même si cette Proposition de loi précise désormais que les conséquences attendues des projets nationaux et européens peuvent faire l'objet d'une prise en compte mutualisée, l'intégration des plateformes du CSNE reste incertaine. Aussi il convient de l'inscrire spécifiquement dans la loi comme c'est le cas pour les grands ports maritimes ou fluvio-maritimes de l'Etat (dont notamment le port du Havre).